

Borne tente de renouer avec les syndicats

Reçues à Matignon, les organisations de salariés n'ont pas renoncé à lutter contre la réforme des retraites

Même s'ils sont toujours en conflit, les belligérants ont décidé de renouer le dialogue. Mardi 16 et mercredi 17 mai, Elisabeth Borne devait recevoir, à tour de rôle, les responsables des cinq principales organisations de salariés. Ces rencontres bilatérales constituent une première depuis le début de la contestation de la réforme des retraites – abstraction faite d'un rendez-vous, le 5 avril à Matignon, avec l'intersyndicale, qui avait rapidement viré au fiasco.

Si la cheffe du gouvernement souhaite tourner la page après les tensions liées au recul à 64 ans de l'âge légal de départ, ses interlocuteurs, eux, ont l'intention de lui rappeler qu'ils n'ont pas abdiqué, une quatorzième journée de mobilisation contre cette mesure d'âge étant programmée le 6 juin. Se sentant en position de force, les représentants des travailleurs veulent aussi se montrer exigeants dans les demandes qu'ils adresseront à la première ministre. «*Tout sera plus cher, désormais*», comme l'a déclaré Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT.

Aux échanges prévus mardi et mercredi s'en ajouteront d'autres, d'ici à quelques jours, avec les mouvements d'employeurs – dont le Medef. Il n'y a pas d'ordre du jour détaillé. M^{me} Borne a voulu prouver à ses invités qu'elle est «*l'écoute [de leurs] priorités*», comme elle l'explique dans un entretien au *Journal du dimanche* du 14 mai. Elle

mentionne tout de même quelques thématiques : prévention de l'usure professionnelle, emploi des seniors, reconversions, compte épargne-temps universel – une promesse de campagne d'Emmanuel Macron dont le but est de permettre à l'ensemble des salariés de thésauriser des jours de congé afin d'en disposer librement durant leur carrière, etc.

« Plan de communication »

La démarche s'inscrit dans le «*pacte de la vie au travail*», que le président de la République a proposé, le 17 avril, aux syndicats et au patronat. A charge pour eux de conclure des accords nationaux ou au plus près du terrain sur des «*sujets essentiels*» – ceux évoqués par M^{me} Borne et quelques autres (rémunération, «*partage de la richesse*», parcours professionnels...).

Derrière cette main tendue vers les partenaires sociaux, il y a un «*plan de communication*» orchestré par l'Elysée et les soutiens les plus zélés du chef de l'Etat, perfide François Hommeril. Mais le leader de la CFE-CGC croit aussi dans la «*volonté sincère*» de la cheffe du gouvernement et de son équipe «*d'essayer d'avancer*». Il faut s'en saisir, selon lui, pour «*ne pas laisser en jachère les dossiers* qui intéressent les salariés.

La réunion avec M^{me} Borne «*risque d'être un peu musclée*», confie Frédéric Souillot, secrétaire général de FO. Tout comme ses homologues, il y participe «*pour redire non, de façon résolue, aux 64 ans*». Si cette mesure n'est pas retirée,



Les responsables syndicaux, en tête du cortège, lors de la Fête internationale des travailleurs, à Paris, le 1^{er} mai. ALAIN JOCARD/AFP

« Nous ne nous déplaçons pas pour discuter, mais pour négocier »

SOPHIE BINET
secrétaire générale de la CGT

«*il n'y aura pas de retour à la normale*», met en garde Sophie Binet, la numéro un de la CGT.

A ce stade, les syndicats ont rédigé leurs cahiers de doléances séparément, mais ils continuent de réfléchir ensemble et devraient présenter des idées communes à la fin du mois. D'ores et déjà, des convergences se dessinent : conditionner les aides publiques accordées aux entreprises à une série d'engagements (en matière de politique salariale, notamment), généraliser les dispositifs de prévoyance – qui améliorent la couverture sociale, par exemple en cas d'accident du tra-

vail ou de maladie, etc. L'ensemble des confédérations plaident également pour une révision des ordonnances de septembre 2017 relatives à la refonte du code du travail, car elles ont compliqué la tâche des élus du personnel dans les entreprises tout en réduisant leur nombre. «*Une catastrophe pour la démocratie sociale*», résume M^{me} Binet.

« Partie de billard »

Dans leurs pourparlers avec l'exécutif, les syndicats attachent beaucoup d'importance à la méthode. «*De réelles marges de manœuvre doivent être laissées aux acteurs sociaux*», martèle M. Souillot. «*Nous ne nous déplaçons pas pour discuter mais pour négocier*», insiste M^{me} Binet. En d'autres termes, pas question de se laisser duper : la responsable cégétiste réclame des garanties pour que ses «*propositions soient réellement examinées*».

Avec «*le rapport de force créé depuis quatre mois*», les organisations de salariés s'estiment en po-

sition favorable «*pour obtenir des choses positives*», indique Cyril Chabanier, le président de la CFTC. Mais les tractations s'annoncent ardues. Notamment sur les «*ordonnances travail*» prises il y a six ans : M. Macron a laissé entendre, le 11 mai dans son discours sur la «*reconquête industrielle*», qu'il ne reviendrait pas dessus. Et le Medef est sur une ligne identique.

En dépit de ces écueils, les rencontres de mardi et mercredi «*peuvent correspondre au début d'un processus synonyme de normalisation de la situation*», considère Raymond Soubie, président de la société de conseil Alixio et spécialiste des questions sociales. «*C'est une partie de billard à plusieurs bandes qui s'engage*», aux yeux de Dominique Andolfatto, professeur de sciences politiques à l'université de Bourgogne-Franche-Comté. Pour la première ministre, décrypte-t-il, «*le chapitre des retraites doit être refermé et un nouveau cycle de transformations doit s'ouvrir*»,

l'objectif étant de «*réaffirmer sa légitimité sur le terrain du social mais aussi vis-à-vis du président de la République et, plus largement, de construire cette légitimité à l'égard des Français*».

Quant aux syndicats, enchaîne M. Andolfatto, leur but «*reste officiellement de faire échec*» aux 64 ans, mais ils cherchent aussi à passer à autre chose, «*sans le dire explicitement car ce serait admettre leur échec*» face à une loi qui a été promulguée. D'où leur positionnement sur deux niveaux : poursuivre la lutte contre la réforme et critiquer le pouvoir en place, «*tout en se disant prêts à discuter librement avec celui-ci sur d'autres dossiers pour préparer l'avenir*». Dans ce contexte, M. Soubie trouve que, «*imperceptiblement*», le recul de l'âge légal est de plus en plus perçu «*comme inéluctable dans l'opinion*», les «*tensions dans l'espace public*» ayant tendance à décroître petit à petit. ■

BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAIS